

13 organisations humanitaires et Coordination SUD appellent le gouvernement français à un engagement fort en faveur de la protection des populations civiles et d'un cessez-le-feu durable à Gaza

Paris, le lundi 13 novembre 2023 – À la veille de la tenue à Paris d'une conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza, 13 organisations humanitaires et Coordination SUD alertent sur les besoins humanitaires sans précédent dans la bande de Gaza. Elles appellent le gouvernement français à renforcer son action pour la protection des populations civiles, le respect du droit international humanitaire (DIH), et la garantie d'un accès humanitaire sûr et sans entrave, en usant de tous ses moyens diplomatiques pour obtenir un cessez-le-feu.

Nous, organisations humanitaires actives sur le terrain, voyons la situation se dégrader de jour en jour en Palestine. Le nombre de victimes de ce conflit, principalement civiles, ne cesse d'augmenter. Depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre qui a fait plus de 1 400 morts israéliens, ce sont plus de 10 000 Palestiniens et Palestiniennes, dont plus de 4 000 enfants¹, qui ont péri sous la riposte israélienne. Plus de 23 000 personnes² sont blessées alors qu'une majorité d'hôpitaux n'a plus la capacité d'assurer des soins face à l'augmentation de leur nombre. La pénurie de médicaments et de carburant essentiel au fonctionnement des respirateurs et autres équipements vitaux est une préoccupation quotidienne. Nous condamnons fermement toute attaque contre des populations civiles où qu'elles soient, dont celle sur l'hôpital Al-Ahli Arab, le convoi d'ambulances ciblé le 5 novembre et les frappes très proches des hôpitaux de Gaza city qui ont provoqué de nouvelles victimes civiles et mis à mal le travail crucial du personnel soignant et de secours pour sauver des vies. Nous rappelons que la protection des personnels humanitaires et de santé, mais aussi des populations civiles, est une obligation du DIH pour toutes les parties au conflit.

Nous exhortons toutes les parties au conflit à protéger les populations civiles, à respecter le droit international humanitaire et à assurer un accès humanitaire sans délai. Nous appelons à la libération des otages civils.

La situation nécessite de ne pas se limiter à une « trêve humanitaire » mais de promouvoir un cessez-le-feu immédiat et durable, seule façon de prévenir l'aggravation de cette catastrophe humanitaire aux conséquences effroyables sur les populations civiles et sur les personnels humanitaires. À Gaza, l'ordre d'évacuation du Nord de l'enclave intimé par le Gouvernement israélien et le bombardement de populations civiles et de camps de réfugiés palestiniens ont entraîné le déplacement interne forcé de 1,5 million de personnes³, ce qui constitue à nos yeux une atteinte grave au droit international humanitaire. Leurs besoins les plus pressants concernent avant tout la protection à l'heure où les bombardements sont quasi-ininterrompus dans une zone densément peuplée et en état de siège. L'eau potable, la nourriture, les soins médicaux, l'énergie, l'hygiène et l'assainissement, sont également au premier rang des préoccupations tandis qu'une quantité infime de fret pénètre à l'intérieur de la bande de Gaza. Le blocus total de Gaza, déjà reconnu comme illégal au regard du droit international humanitaire, s'inscrit en violation de la Résolution 2417 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (2018) qui condamne l'utilisation de la faim comme arme de guerre. La situation en Cisjordanie est également très préoccupante : l'Organisation Mondiale de la Santé a recensé plusieurs attaques contre les soins de santé, touchant les ambulances et blessant des personnels médicaux.

Alors que nous faisons tout notre possible pour répondre aux besoins essentiels des populations, le travail de nos équipes sur place, épuisées et luttant elles aussi pour leur survie, est entravé par les bombardements, la destruction des infrastructures et les pénuries. Leur sécurité doit être une priorité pour permettre une réponse aux immenses besoins que nous constatons.

¹ [Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #31 | United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - occupied Palestinian territory \(ochaopt.org\)](#)

² [Statement by Principals of the Inter-Agency Standing Committee, on the situation in Israel and the Occupied Palestinian Territory | United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - occupied Palestinian territory \(ochaopt.org\)](#)

³ [Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #31 | United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - occupied Palestinian territory \(ochaopt.org\)](#)

Pour sauver des vies et répondre aux besoins, il est urgent que le Gouvernement français :

- S'engage diplomatiquement en faveur d'un cessez-le-feu, visant à mettre fin aux hostilités et à prévenir de nouvelles pertes de vies civiles, et en faveur d'une solution politique durable ;
- Demande l'établissement de points de passage pour assurer un accès sûr rapide et sans entrave à l'aide essentielle pour les populations vulnérables, et permettre les évacuations médicales d'urgence, en cohérence avec le droit international humanitaire ;
- Privilégie la protection des populations civiles et des équipes humanitaires et de santé, ainsi que des infrastructures de santé et d'aide humanitaire ;
- Fasse pression pour libérer tous les otages civils ;
- Veille à ce que la situation en Cisjordanie fasse partie des discussions diplomatiques avec Israël et ses partenaires.

Il est impératif que dans ce conflit, comme dans les autres en cours, les populations civiles soient protégées et le Droit international humanitaire pleinement respecté.

Contact presse

Marie-Pierre Liénard, lienard@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Les premiers signataires :

- Coordination SUD
- Action contre la Faim
- Asmae Association - Sœur Emmanuelle
- Electriciens sans frontières
- HAMAP-Humanitaire
- Handicap International
- La chaîne de l'espoir
- LIFE ONG
- Médecins du Monde
- Oxfam France
- Première Urgence Internationale
- Save the Children
- Secours Catholique – Caritas France
- Secours Islamique France



Coordination SUD

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72
www.coordinationsud.org



Coordination SUD

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72

www.coordinationsud.org